

*Le budget—M. Clark*

un changement appréciable dans la répartition de nos ressources nationales.

Mes collègues et moi-même croyons que le moment est maintenant venu d'enrayer cette tendance, non de façon artificielle, mais par un engagement ferme à relancer notre économie. Je veux bel et bien parler d'une réduction graduelle de la part des gouvernements de notre revenu national total et d'une réduction du pourcentage de leur part du PNB. En réalité, si nous pouvons atteindre notre potentiel de croissance réalisable, les ressources dont disposeront les gouvernements continueront d'augmenter même si leur part totale du PNB se stabilise et diminue.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Seul notre gouvernement national peut donner le coup de barre nécessaire pour en arriver à cet équilibre fondamental des priorités en matière de dépenses. Les provinces, ce qui est tout à leur honneur, ont pris des mesures en ce sens durant l'année en cours. Dans l'ensemble, elles ont réussi à maintenir l'augmentation de leurs dépenses bien en-deçà de l'accroissement prévue du PNB. Cela ne leur a pas été facile. Cela ne l'a pas été non plus pour les municipalités qui ont dû subir directement les répercussions des réductions aux paliers supérieurs. Mais ces paliers de gouvernements font des efforts. Ils ont eu le courage de faire face à la réalité économique. Il est temps que ces paliers inférieurs, et le peuple canadien, soient témoins d'un certain courage à Ottawa.

Si le gouvernement voulait bien s'engager sérieusement à partager lui-même l'austérité, il réussirait peut-être à donner un exemple au pays à l'égard de ce qui sera certainement une démarche difficile et exigeante. Mais Ottawa ne peut simplement pas se contenter de prêcher la modération aux autres sans la pratiquer lui-même. Il doit avant tout se rendre compte de son propre manque de contrôle fiscal et commencer à dire la vérité au peuple canadien.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Je vois que le ministre des Finances a regagné son siège. J'ai noté les déclarations qu'il a faites en présentant son budget. Si on pouvait se payer de mots, on se réjouirait d'apprendre qu'il est devenu partisan de l'austérité fiscale. Toutefois, malheureusement pour lui, on continue à juger les gouvernements sur leurs actes. Lorsqu'il s'agit d'économie, il a fait de brillants tours de passe-passe mais pas grand-chose de tangible. Comment pourrait-on prendre ses promesses au sérieux lorsqu'il s'est livré à une série de supercheries? Remontons au mois de décembre: le président du Conseil du Trésor (M. Chrétien) et le premier ministre nous ont dit, à une émission télévisée, sur un ton angoissé, qu'ils avaient lésiné sur tout pour réduire les dépenses du secteur public. Mais nous avons alors vérifié les faits et qu'avons-nous constaté? Plus de la moitié des prétendues réductions n'étaient pas du tout; il ne s'agissait que de l'abandon de programmes prévus ou de rejet de demandes de dépenses des ministères qui n'étaient même pas encore acceptées. L'une des plus importantes prétendues économies ne cachait rien de plus que le transfert de charges d'emprunts du gouvernement lui-même à des organismes, comme le CN et la Société pour l'expansion des exportations, et ne représentait, bien sûr, aucune réduction des demandes du secteur public.

● (1650)

Aujourd'hui, le ministre nous présente son premier budget et répète les mêmes engagements verbaux à la modé-

[M. Clark.]

ration et le même genre de supercheries qu'il y a six mois. Le ministre veut limiter la hausse annuelle à 14 p. 100, et alors que fait-il? Réduit-il les dépenses de l'année en cours? Non. Il nous dit simplement que les dépenses de l'année dernière ont été plus élevées qu'on ne l'avait d'abord dit. Le gouvernement fait-il des efforts sérieux pour diminuer ses saignées faites à l'économie? Non. Il préfère jouer à cache-cache, comme le secrétaire d'État (M. Faulkner), qui revient sur son engagement de fournir plus de 100 millions de dollars aux provinces. Le gouvernement actuel, monsieur l'Orateur, est pris dans un tel enchevêtrement de contradictions et de demi-vérités qu'on ne peut absolument plus le croire lorsqu'il parle de modération fiscale.

**Des voix:** Bravo!

**M. Clark:** Le ministre, dans une des conversions remarquables de la présente législature, nous parle de la nécessité d'une plus grande franchise dans la mise au point du budget. J'en conviens tout à fait, et j'y reviendrai dans un instant. Mais s'il est vraiment sérieux à ce sujet, alors sûrement on doit commencer par un peu de franchise sur les dépenses du gouvernement. Si nous ne pouvons obtenir ces renseignements, ou pis encore, si nous ne pouvons croire les renseignements donnés, comment alors le ministre peut-il espérer que nous le prenions au sérieux dans les discussions qu'il pourra vouloir engager?

Je l'ai déjà dit, monsieur l'Orateur, je suis tout à fait d'accord sur la nécessité d'une plus grande franchise dans la préparation du budget. De fait, plusieurs semaines avant le budget à l'étude, faisant un pas dans cette voie, j'ai proposé que le gouvernement saisisse un comité parlementaire des options qu'il compte proposer comme programme d'action après la suspension des contrôles et qu'il invite les principaux groupes de notre société à en discuter. Sans leur collaboration, pareil programme ne donnera sûrement rien de bon; et sans consultation ni participation authentiques à la prise des décisions, il n'y aura tout simplement pas de collaboration.

Mais le gouvernement ne peut tout simplement pas se résigner à engager ce genre de consultation ou à introduire ce genre de franchise dans le processus. Il n'est pas question pour le gouvernement actuel d'avoir des partenaires dans son administration. Pour le premier ministre et ses collègues, tout se résume à «nous et eux»: «nous», le gouvernement, qui a réponse à tout, et «eux», les pauvres, qui doivent choisir entre s'y faire ou s'y résigner. C'est à cette attitude, monsieur l'Orateur, que sont dus bon nombre de problèmes dont souffre notre pays, et pas seulement sur le plan économique.

Cette attitude crée un sentiment d'insécurité alors que les Canadiens ont besoin d'être rassurés. Elle encourage la confrontation alors que nous avons besoin de compromis honnêtes. Cette approche se fonde surtout sur l'utilisation unilatérale des pouvoirs alors que nous avons besoin d'une véritable collaboration. C'est une attitude très peu canadienne, et j'emploie cette expression volontairement, qui est dangereuse dans un pays suffisamment divisé sans que le gouvernement ne vienne le diviser davantage par sa conduite même. Je vous dis, monsieur, et je le dis à la Chambre, que nous comptons renverser la vapeur et rétablir au Canada une collaboration qui soit vraiment canadienne.